

## Comparatif des chiffres clés

Indicateurs (en %)	ROYAUME MAROCAIN	CHINE	ÉTATS-UNIS	EUROZONE	BRÉSIL
Croissance (PIB)	<b>3,2</b>	3,6	2,9	2,9	3,2
Inflation	<b>2</b>	1	1,3	1,7	1,4
Déficit	<b>3,3</b>	3,7	3,6	3	3

# Conjoncture. L'économie marocaine en mode «VUCA»

L'économie marocaine évoluera en 2019 dans un environnement «VUCA» (Volatility, Uncertainty, Complexity and Ambiguity). Cette situation géopolitique influencera les agrégats économiques.

**Salaheddine Lemaizi**  
s.lemaizi@leseco.ma

Le Maroc évolue dans un environnement régional instable. «Des risques multiples et interdépendants assombrissent les perspectives de la région», prévient la Banque mondiale dans ses perspectives régionales. Parmi ces risques figurent «un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales, une exacerbation des tensions commerciales qui pourrait peser sur la croissance mondiale et pénaliser les principaux partenaires commerciaux de la région», martèle l'institution financière internationale.

### L'inconnu pétrolier

Le ministère de l'Économie et des finances (MEF) avait pris en compte ce contexte dans la formulation du LF 2019. Les prévisions initiales de la croissance mondiale passent de 3,9 à 3,7% pour l'année en cours. L'un des facteurs d'incertitudes de cette année 2019 sera le prix des pro-

duits pétroliers. «L'évolution des cours du pétrole est très incertaine. S'ils continuaient à augmenter, cela pourrait entamer la détermination des pays exportateurs à poursuivre les réformes, tout en intensifiant les pressions sur les pays importateurs», observe la Banque mondiale. Ce contexte a obligé le MEF à revoir son hypothèse pour la LF 2019 avec une charge de la compensation en augmentation de 5 MMDH par rapport à la LF 2018. Le ministère table sur une croissance de 3,2% en 2019. Une prévision qui s'inscrit en baisse par rapport à la croissance attendue pour 2018, qui serait de 3,5%. «Avec un retour à des conditions pluviométriques normales, le PIB

agricole devrait diminuer en 2019, ce qui ramènera la croissance du PIB à 2,9%. Mais le PIB non agricole devrait se maintenir grâce au secteur manufacturier, qui continue de bénéficier



**Le Maroc devrait s'attendre à un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales et à une exacerbation des tensions commerciales.**

d'investissements étrangers substantiels dans l'automobile, et au secteur des services, qui seront les principaux moteurs de la croissance», prévoit la Banque mondiale. Pour le MEF, «les indicateurs du secteur agricole font état d'une évolution favorable de la campagne agricole 2018/2019».

Le taux de remplissage des principaux barrages nationaux était, au 14 décembre 2018, de 62,8%, après un taux de 35,3% un an auparavant. Dans l'industrie, les perspectives s'annoncent «favorables». L'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès des entreprises du secteur annonçait un comportement favorable au quatrième trimestre 2018: «la hausse de la production aurait concerné l'ensemble des branches et sous-branches d'activités, excepté celles de l'industrie alimentaire, qui aurait connu une stagnation, et de l'industrie de textile, qui aurait marqué plutôt un retrait». En revanche, le secteur immobilier ne devrait pas sortir de sa spirale baissière: «À fin septembre 2018, les ventes de ciment, principal indicateur du secteur du BTP, poursuivent leur tendance négative entamée en 2017, mais en décélération», prévient le ministère des Finances. En effet, le volume de ces ventes s'est réduit de 2,7%, après un retrait de 4,9% un mois plus tôt et de 4,2% il y a une année, tirant profit d'une bonne tenue lors des mois de septembre (+20,1%) et de juillet (+7,8%). En revanche, l'encours des crédits bancaires alloués au secteur de l'immobilier préserve une évolution positive, affichant une amélioration de 2,1% fin octobre 2018, après une augmentation de 4,1% un an auparavant, en liaison avec la bonne tenue des crédits accordés à l'habitat (+2,9%), atténuée par un recul des crédits accordés à la promotion immobilière de 3%. Dans ce contexte global, le déficit budgétaire devrait se creuser à plus de 3% selon les estimations de toutes les institutions nationales. ●

## Le taux de chômage au Maroc, indicateur à risque et ambigu

L'évolution du taux de chômage sera surveillée de près par les observateurs et les institutions internationales. Ce taux est à 10% au troisième trimestre de 2018. Le sous-emploi est de 9,7%. Le pari du gouvernement est de revenir, au moins, à des niveaux de l'avant-2017, soit au-dessus de la barre des 10%. «Entre le troisième trimestre de l'année 2017 et la même période de 2018, l'économie marocaine a créé 122.000 postes d'emploi, 118.000 en milieu urbain et 4.000 en milieu rural», rappelle le HCP dans sa dernière note à ce propos. Dans ce contexte, le nombre total des chômeurs s'est établi, entre les deux périodes, à 1.172.000, en baisse de 64.000 personnes au niveau national, 29.000 en milieu urbain et 35.000 en milieu rural.